

PROTESTATION DES MAIRES

adjoints, et élus des collectivités territoriales d'Alsace

face à la création d'une grande région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne

En préambule, les signataires de la présente protestation réaffirment le caractère apolitique de leur démarche qui dépasse les limites partisans.

Réprouvant de fausses accusations trop souvent entendues, ils nient tout sentiment de repli identitaire ou de rejet de l'autre.

Nous, maires et élus signataires de la présente protestation, déclarons nous opposer sans concession à la disparition de l'Alsace dans ses limites administratives et à la suppression des institutions régionales qui lui sont propres.

Nous demandons que la population alsacienne soit consultée par voie de référendum sur l'avenir de ses institutions régionales.

Nous portons dans cette protestation la parole de nos concitoyens qui demandent une Alsace forte, humaniste, responsable et solidaire ; une Alsace qui soit dotée, dans le cadre de la République Française et de l'Union Européenne, de compétences et de moyens financiers propres lui permettant d'assumer son ambition rhénane, de développer sa culture et un enseignement bilingue, de pérenniser son droit particulier et d'assurer son développement économique.

Nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour que soit entendue notre voix.

Enfin, nous reprenons à notre compte les mots prononcés en 1871 devant la représentation nationale par les députés d'Alsace et de Moselle, alors soumis à l'arbitraire d'une décision qu'ils réprouvaient farouchement (la cession à l'Empire Allemand) :

« Nous déclarons encore une fois nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. La revendication de nos droits reste à jamais ouverte à tous et à chacun dans la forme et dans la mesure que notre conscience nous dictera. »

SIGNATURE	NOM
Date	Mandat(s)
Adresse courriel	